

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Série ES

Session 2008

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

OBLIGATOIRE

Durée : 4 heures
Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit

Ce sujet comporte 8 pages numérotées de 1/8 à 8/8.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.

Dissertation appuyée sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier,
- de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression, de l'orthographe et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Quels sont les effets de la croissance sur l'emploi ?

DOCUMENT 1

Pour augmenter le volume des emplois offerts dans le secteur marchand, il faut à la fois favoriser un rythme de croissance élevé et, à taux de croissance donné, faire en sorte que la croissance génère plus d'emplois, ou, comme on le dit généralement, « enrichir le contenu de la croissance en emplois ». Sur le plan théorique, le rythme de croissance entraîne directement, automatiquement, une augmentation du volume de l'emploi : on embauche pour produire plus. Cette augmentation s'exprime en millions d'heures de travail par an. (...) Si l'on observe les courbes de la croissance et de l'emploi en France depuis 25 ans, le parallélisme est frappant. (...) Par ailleurs, la croissance de la richesse collective permet de financer différents types de mesures favorables à l'emploi. Stimuler, par exemple, la création d'entreprises, compenser la réduction des salaires en cas de réduction de la durée du travail, financer des emplois dans le troisième secteur associatif, etc... Comment encourager la croissance, comment favoriser la relance, c'est la question que la plupart des pays occidentaux se posent régulièrement.

Source : Guy AZNAR , *Emploi : la grande mutation*, Editions Pluriel, 1998

DOCUMENT 2

En France, les années quatre-vingt-dix ont constitué une période d'enrichissement de la croissance en emplois. Au contraire, après le ralentissement conjoncturel de 2001-2003, le retour à une croissance plus soutenue a été à l'origine d'une inquiétude de voir se dessiner une « reprise sans emplois ». Dès la fin de 2003, des signaux négatifs pour la création d'emplois arrivaient des Etats-Unis et, dans une moindre mesure, du Japon. Lors de la récente phase de reprise de l'économie mondiale, un certain nombre de grandes économies ont connu un retour à des gains de productivité du travail élevés, cet alignement sur le scénario observé aux Etats-Unis se traduisant par une croissance moins riche en emplois. En 2004, pour la troisième année consécutive, les créations d'emplois aux Etats-Unis apparaissent modestes au regard d'une croissance soutenue. Les gains de productivité par tête atteignent ainsi un rythme record de + 4.2 % en 2004. Autrement dit, aux Etats-Unis, il faudrait désormais près d'un point de croissance de plus qu'au début des années quatre-vingt-dix pour que le secteur privé recommence à créer des emplois après une phase de ralentissement économique.

Source : Insee, *Données sociales*, Edition 2006

DOCUMENT 4

Croissance, emploi et gains de productivité en France de 1995 à 2004.
Taux de croissance annuel moyen (en %)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
PIB	2,0	1,1	2,3	3,4	3,2	4,0	2,1	1,3	0,9	2,1
Emploi salarié	1,4	0,8	0,8	1,9	2,3	3,0	2,0	0,8	- 0,1	0,0
Productivité par tête des salariés	0,6	0,3	1,5	1,5	0,8	1,0	0,1	0,4	1,0	2,1
Durée du travail des salariés (secteurs marchands non agricoles)	- 0,5	- 0,9	- 0,5	- 0,1	- 0,5	- 0,9	- 0,2	- 1,4	- 0,4	0,2

Sources : Insee, *Comptes trimestriels*, base 2000

DOCUMENT 5

Les services créent des emplois et l'industrie continue d'en perdre.

La hausse de l'emploi est concentrée dans les activités tertiaires : l'éducation, la santé et l'action sociale (+ 80 000) et les administrations (+ 60 000) ont créé le plus d'emplois en 2005. Les activités financières (+ 60 000) et l'intérim (+ 60 000) et dans une moindre mesure les activités immobilières (+ 30 000) ont également été dynamiques. À l'inverse, les industries manufacturières continuent à perdre des emplois (- 60 000), ainsi que l'agriculture (- 40 000) dont les effectifs sont pour la première fois en 2004 inférieurs à un million de personnes. Dans les autres secteurs, l'emploi est relativement stable. Ce sont les employés et les cadres qui ont le plus profité de la progression de l'emploi (respectivement + 100 000 et + 90 000). Chez les employés, les personnels des services directs aux particuliers sont toujours plus nombreux : 90 000 de plus en 2005 ; on compte aussi 70 000 cadres administratifs et commerciaux d'entreprise supplémentaires. Au sein des professions intermédiaires, l'emploi des techniciens a également été dynamique (+ 40 000). À l'inverse, l'emploi ouvrier a fortement décliné (-180 000).

Source : Insee Première, N°1070, Mars 2006

DOCUMENT 6

Les évolutions récentes du marché du travail

	2003	2004	2005
Taux de chômage (en %)	9,8	9,9	9,8
Emplois à durée limitée (en milliers en moyenne annuelle)	2 218	2 272	2 363
Secteur privé			548
- Intérimaires	477	492	335
- Apprentis	285	301	1 190
- Contrats à durée déterminée (1)	1 155	1 190	290
- Stagiaires et contrats aidés (2)	301	289	
Secteur public			667
- Contrats à durée limitée (1)	671	664	
- Stagiaires et contrats aidés (2)			522
	460	498	145
	211	166	
Total des emplois à durée limitée (en milliers en moyenne annuelle)	2 889	2 936	3 030
Part dans l'ensemble des salariés (en %)	13,2	13,3	13,6

(1) : hors contrats aidés. (2) contrats d'aide à l'emploi et stages de formation professionnelle classés dans l'emploi au sens du BIT. Champ : France métropolitaine.

Remarque : Le taux de chômage au sens du BIT pour l'année 2006 était de 8,6 %.

Source : Insee, *Tableaux de l'économie française*, Edition 2007

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat:

1. de construire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.
2. de répondre à la question de synthèse,
 - par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé;
 - en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
 - en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte dans la notation de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Conflits et mobilisation sociale, Intégration et solidarité

I – Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1) Parmi les exemples du **document 1**, choisissez deux exemples d'associations n'appartenant pas au monde du travail dont le but est de défendre une identité ou des valeurs propres à leur groupe. Justifiez votre réponse. (2 points)
- 2) En quoi les formes d'exclusion énoncées dans le **document 2** peuvent-elles nuire à la cohésion sociale ? (2 points)
- 3) Est-ce que les revendications portées par les « Marches européennes contre le chômage » se limitent à une dénonciation des conditions de travail et d'emplois ? Justifiez. (**document 2**) (2 points)
- 4) En quoi les actions conduites par les « nouveaux bénévoles » diffèrent-elles des mouvements traditionnels du monde du travail ? (**document 3**) (2 points)
- 5) En quoi les « nouvelles formes de solidarité » favorisent-elles le lien social ? (**document 3**) (2 points)

II – Question de synthèse (10 points)

Après avoir présenté les caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux, vous montrerez comment ils favorisent la cohésion sociale.

DOCUMENT 1

Taux d'adhésion à différentes associations en 2005

Associations	Part en pourcentage
culturelles ou musicales	9
sportives	19
clubs du 3ème âge	4
retraités d'une entreprise, anciens élèves ou anciens combattants	3
quartier ou locale	3
loisirs, comité des fêtes	3
groupes religieux ou paroissiaux	2
parents d'élèves	3
domaine éducatif	1
syndicat	5
parti politique	1
défense des consommateurs ou groupements professionnels (autres que syndicats)	1
aide aux malades ou lutte contre la maladie	2
aide à domicile, aide sociale ou caritative	2
protection de l'environnement	1
aide et soutien international	2
autre type d'association	3
Ensemble	43

Champ : France métropolitaine, individus âgés de 15 ans ou plus.

Lecture : En 2005, 19% des individus ont adhéré à une association sportive au cours des douze derniers mois.

Note : Un individu peut adhérer à plusieurs associations

Source : *Enquêtes permanentes sur les conditions de vie*, 2005, INSEE.

DOCUMENT 2

Les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions (ou «Euromarches») naissent à Florence, en juin 1996: un appel est lancé, à l'initiative d'une vingtaine d'organisations associatives et syndicales de sept pays européens qui dénonce la dégradation de la situation sociale de l'Europe : «La fragmentation sociale s'aggrave, le chômage et la pauvreté fragilisent les situations personnelles, accentuent la dégradation des conditions de travail des salariés, tirent les revenus et les droits sociaux de la majorité de la population vers le bas, exacerbent le racisme, accroissent les inégalités. Pendant ce temps, la concentration des richesses, des moyens de productions et de la terre se poursuit».

Les Marches européennes expérimentent donc la stratégie, qui sera largement utilisée par l'altermondialisme consistant à «doubler» les sommets et les rencontres institutionnelles officielles par une action protestataire, de façon à affirmer physiquement la présence des groupes mobilisés dans un espace très étendu.

Source : Xavier CRETTEZ et Isabelle SOMMIER, *La France rebelle*, Michalon, 2006.

DOCUMENT 3

Des formes nouvelles de solidarité sont apparues. On a assisté notamment à un développement des formes de parrainage à destination des enfants du tiers-monde, des chômeurs, des sans-papiers, des SDF, des apprentis, mais aussi des créateurs d'entreprises ou des étudiants. Les entreprises participent au mouvement en parrainant des événements de toutes sortes : culturels, sportifs, humanitaires... Les actions de proximité comme le bénévolat et le parrainage constituent des moyens de se montrer solidaire, de partager des expériences et d'assurer la continuité entre les générations. La motivation des personnes concernées n'est pas seulement désintéressée. Elle s'accompagne souvent d'une recherche de lien social et d'épanouissement personnel.

Le bénévolat représente un moyen de s'épanouir soi-même tout en aidant les autres, c'est-à-dire de réconcilier le collectif et l'individuel. Les nouveaux bénévoles sont plus souvent areligieux, apolitiques et asyndiqués, mais l'engagement militant prend d'autres formes : mobilisation contre le sida, défense des intérêts des usagers ou des riverains, altermondialisme, protection de l'environnement, respect des droits de l'homme...

Source : Gérard MERMET, *Pour comprendre les Français, Francoscopie*, Larousse, 2006